

►► 9 GW fin 2016, et à 14 GW en août 2017. La biomasse représente 14 % des ENR (avec 8 GW) et la petite hydro-électricité¹ représente 4 GW.

La montée en puissance de l'Inde est aujourd'hui indiscutable, en dépit des difficultés qu'elle rencontre. Si le bilan du gouvernement Modi est mitigé à plus d'un titre, il faut lui reconnaître un talent certain pour les relations publiques et – surtout – pour la politique, talents dont il aura besoin pour faire face à l'échéance électorale de 2019. S'il réussit à tenir en laisse les franges les plus extrêmes du BJP – parti religieux hindou – pour maintenir le cap sur la croissance économique et à garder le contrôle exclusif du parlement, il se pourrait qu'il arrive à transformer les essais marqués durant ce premier terme et à durablement inscrire la croissance indienne dans une dynamique de long terme dont l'Inde a, plus que jamais, besoin. ■

1. Installations inférieures à 25 MW

QUELQUES CHIFFRES

Les principaux partenaires de l'Inde : Chine, États-Unis, EAU, Arabie saoudite, Allemagne, Singapour, Royaume-Uni (pour 2008/2009 la France est au quinzième rang)

Exportations françaises vers l'Inde : 4,57 milliards d'euros en 2016

Importations françaises depuis l'Inde : 5,08 milliards d'euros en 2016

Source : Direction générale du Trésor



AUSTRALIE

L'Australie continue de surfer sur la vague



© MYFANWYJANEWEBB/ISTOCKPHOTO

Avec des performances plus liées à une conjoncture favorable qu'à une capacité à réformer son économie, l'atmosphère économique en Australie est au beau fixe.

Par Didier Guérin, CCE Sydney, Media Convergence Asia-Pacific, et Christophe Bories

L'Australie entre dans sa 27^e année de croissance ininterrompue, qui devrait se poursuivre autour de 2,5 % pour l'année budgétaire 2017/2018. Malgré un troisième trimestre d'expansion négative en 2016 (le seul depuis 2011), l'Australie a connu une croissance de 2 % sur l'année budgétaire 2016/2017 et l'acquis de croissance est déjà de 2,1 % sur les trois premiers trimestres 2017. Dans un pays de 24 millions d'habitants, 403 000 emplois ont été créés en 2017, plus des deux tiers à temps plein, et le chômage s'établit à 5,5 % proche de son plus bas depuis cinq ans. En 2017, l'augmentation des résultats et des investissements

des entreprises australiennes a été à son meilleur niveau depuis la crise financière mondiale en 2008, touchant presque tous les secteurs à l'exception de la grande distribution. Le principal index de la bourse de Sydney (S&P/ASX 200) a connu une hausse de 11,8 %. Cependant, la consommation des ménages a connu sa plus faible croissance depuis 2008, suite à la faible hausse des salaires et à la forte augmentation des prix de l'énergie. Ce décalage entre l'optimisme des entreprises et le pessimisme des consommateurs semble néanmoins se résorber. En effet, début 2018, la confiance des consommateurs a atteint son taux le plus élevé depuis quatre ans, laissant espérer

un rebond de la consommation des ménages soutenant la croissance en 2018.

Tout comme le taux de chômage, les taux d'intérêt demeurent bas. Les taux d'emprunts immobiliers sont même tombés à leur plus bas niveau depuis 62 ans.

L'atout des richesses naturelles

Grâce à la demande chinoise, les recettes d'exportation liées aux ressources minières et énergétiques se sont maintenues à un niveau plus élevé que prévu. En particulier, la hausse des prix du minerai de fer et du charbon (pour lesquels l'Australie demeure le premier exportateur mondial) a entraîné une hausse des prévisions de recettes à un montant record de 214 milliards de dollars australiens pour l'année fiscale en cours qui se termine au 30 juin prochain. Les exportateurs de gaz naturel jouissent d'une demande accrue, après une croissance de 11,6 % de la consommation mondiale en 2017. Suite à de larges investissements en grands projets extractifs, l'Australie augmente rapidement sa capacité de production de gaz naturel et d'exportation de GNL. Cet accroissement devrait continuer l'année prochaine et en 2020.

Il existe un proverbe récent à Canberra selon lequel: « *quand la Chine va bien, le budget va bien* ». La conjoncture économique favorable a permis une augmentation des recettes fiscales plus forte que les prévisions. Cela a entraîné une stabilisation du déficit budgétaire à 33,2 milliards de dollars australiens, soit 4,4 milliards de mieux que prévu (1,9 % du PNB). Il s'agit du plus faible déficit depuis 2013. Le ministre des Finances continue

d'envisager le retour à l'équilibre budgétaire pour l'année budgétaire 2020/2021 avec un excédent de 10 milliards AUD.

Un coût de la vie élevé

Cependant, l'économie australienne n'est pas à l'abri de plusieurs champs d'inquiétude. Le coût de la vie demeure élevé et l'endettement des ménages est tiré par les prix démesurés de l'immobilier, surtout à Sydney et à Melbourne, légèrement inférieurs à ceux de Londres. Cependant, le marché de l'immobilier connaît une baisse depuis quelques mois, notamment à Sydney - la ville la plus chère du pays avec un prix médian des logements atteignant 895 000 dollars australiens - qui a connu une baisse de 2,1 % au quatrième trimestre 2017, après avoir atteint un glissement annuel record de +17,1 % mi-2017. Alors que la stagnation des salaires a été une préoccupation en 2017, les économistes s'accordent pour estimer qu'une réaccélération devrait se produire cette année, même si cette situation risque d'affecter la compétitivité des entreprises australiennes contraintes de payer des salaires bien supérieurs à ceux des pays concurrents.

Autre sujet d'inquiétude le montant de la dette australienne. Avec un Pib de l'ordre de 1 720 milliards dollars australiens, la dette publique brute atteint 768,7 milliards, soit 44,7 % du Pib. Certes, il s'agit d'un chiffre réduit en comparaison internationale, mais qui est considéré en Australie comme « *unacceptably high* ».

Questions sur la fiscalité

La fiscalité continue d'être un point faible de l'Australie qui

ne dispose pas d'un système de taxation moderne. Le pays est toujours sous-taxé et mal taxé avec une imposition directe dominante. La TVA locale (Good and Service Tax) instaurée il y a dix-huit ans, possède un taux unique à 10 % et ne couvre pas les produits alimentaires frais, les services financiers, ceux de la santé, de l'éducation et l'immobilier. Ainsi plus de 53 % de la consommation échappe à cette taxe.

Concernant l'impôt sur les sociétés, il demeure fixé à 30 %, même si le gouvernement Turnbull a réussi à « arracher » au Sénat - où il n'a pas la majorité - une modeste réduction à 25 % d'ici à 2027 pour les entreprises avec un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de dollars australiens. La nouvelle baisse (à 21 %) de la fiscalité des entreprises aux États-Unis ne sera pas sans conséquences sur l'Australie, qui demeure un pays importateur de capital, dont elle a besoin pour soutenir ses investissements.

Le Premier ministre Malcolm Turnbull est soucieux de baisser le taux d'imposition de toutes les sociétés à 25 % sur une période de dix ans. Son gouvernement ne dispose pas du capital politique nécessaire pour réformer le pays. Les prochaines élections législatives qui auront lieu au plus tôt le 4 août 2018 et au plus tard - et le plus probable - au début 2019 risquent d'écarter toute initiative de réforme ambitieuse.

L'Australie semble ainsi devoir continuer à vivre avec son éternel paradoxe du *Lucky Country*, se réformant lentement mais profitant de ses immenses richesses naturelles et de la bonne santé économique de ses clients. ■